

Anne Applebaum, *Rideau de fer. L'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris, Grasset, 2014, 600 p.

Michel Christian

Depuis sa parution en 2014, l'ouvrage d'Anne Applebaum a rencontré un écho public non négligeable. Dans le sillage d'un Timothy Snyder¹, elle ambitionne d'y réécrire l'histoire des pays d'Europe centrale, cette fois pour la période stalinienne, en renouvelant à la fois les questions et les sources. La nouveauté de la démarche tient pour l'auteure à sa relecture de l'interprétation totalitariste traditionnelle : loin d'être un simple « modèle », le totalitarisme peut se révéler un outil de « description empirique utile et nécessaire » (p. 23), à condition d'étudier le « totalitarisme réel », c'est-à-dire la mise en œuvre du projet politique totalitaire avec tous ses effets sur la société – « non pas le totalitarisme en théorie, mais le totalitarisme en pratique » (p. 38). Dans ce but, l'auteure se concentre sur trois pays d'Europe centrale : l'Allemagne occupée par les Soviétiques, la Pologne et la Hongrie, dont la comparaison peut se révéler potentiellement féconde du fait de leurs profils très différents en 1945. Chacun des dix-huit chapitres du livre, regroupés en deux parties principales, s'appuie sur un très grand nombre de lectures, généralement mais pas systématiquement complétées par des références à des archives, à des mémoires ou à des entretiens réalisés par l'auteure. Le propos est servi par un indéniable talent pour la mise en récit, qui fait que l'ouvrage se lit souvent « comme un roman ».

Dans la première partie, Anne Applebaum entend contester une historiographie qu'elle qualifie de « classique » : réfutant l'idée selon laquelle une période « libérale » aurait jusqu'en 1948 précédé la mise au pas et la construction des régimes communistes sur le modèle soviétique, elle affirme au contraire que le projet totalitaire communiste – imposé par les Soviétiques aussi bien que par les communistes nationaux – aurait été mis en œuvre dès 1945, voire dès 1941.

Significativement intitulée « fausse aube », cette première partie présente la sortie de guerre comme une entrée dans le totalitarisme, en reprenant implicitement les éléments classiques de la typologie de Carl J. Friedrich et Zbigniew Brzezinski². L'auteur souligne ainsi le rôle des « communistes » (chapitre 3), qu'ils soient exilés politiques (*polit-emigrant* selon le terme russe), soldats rééduqués en captivité ou militants ayant survécu dans la clandestinité, mais en se limitant aux seuls « cadres » et sans s'interroger sur l'essor des partis et des mouvements communistes de masse en Europe centrale dès 1945. Juste derrière les communistes viennent les « policiers » (chapitre 4) : dans tous les gouvernements, avec ou sans coalition, les communistes se sont toujours arrogés le ministère de l'Intérieur dès 1945, à

¹ Timothy Snyder, *Bloodlands: Europe between Hitler and Stalin*, New York, Basic Books, 2010, 524 p.

² Carl Joachim Friedrich et Zbigniew Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Harvard University Press, 1956.

l'exception de l'Allemagne occupée par les Soviétiques où la police politique n'est créée qu'en 1950. La formation de la police politique s'est faite dans les trois pays sur le modèle soviétique du NKVD, souvent pendant la guerre. La conception d'un pouvoir exclusif implique le contrôle de l'espace public et la destruction de la « société civile » : Anne Applebaum présente différents exemples d'organisations de jeunesse dans les trois pays étudiés (chapitre 7) en décrivant la convergence de leur devenir, qu'elles aient été interdites, marginalisées, vidées de leur contenu ou noyautées, et en soulignant à chaque fois l'usage ciblé de la répression contre leurs dirigeants. Le contrôle de l'espace public se fait aussi par le monopole des médias et notamment de la radio (chapitre 8) : infrastructure centralisée, elle apparaît, davantage que la presse, comme nationale et non partisane ; elle est dès le début intégralement contrôlée par les Soviétiques, donc par les communistes nationaux, mais sans tenir un discours systématiquement communiste. Cela en a fait un moyen subtil d'influencer l'opinion entre 1945 et 1947. Enfin, la politique économique n'est pas oubliée (chapitre 10), avec la réforme agraire, le rationnement et la nationalisation de la grande industrie. Manifestement victime d'une vision rétrospective, l'auteure présente cependant les premières formes de planification comme une simple aberration économique conduisant tout droit à l'effondrement des années 1980 (p. 317-320). C'est oublier à quel point l'idée de marché – aujourd'hui revigorée – se trouvait discréditée après la crise des années 1930 et, inversement, à quel point l'interventionnisme et la planification faisaient consensus après 1945, en Europe de l'Est comme en Europe de l'Ouest³.

Aux éléments de la typologie classique du totalitarisme, l'auteure ajoute les éléments contextuels de la sortie de guerre. Elle dépeint l'effroyable bilan humain et matériel de la guerre pour l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie, en mettant l'accent sur l'« effondrement moral » qui s'exprime dans la généralisation du vol et du pillage (chapitre 1). Parler comme elle le fait d'une « heure zéro » masque toutefois les processus sociaux en cours : pendant la guerre, l'Europe centrale est en effet devenue plus industrialisée, plus urbanisée et plus ouvrière, autant de processus que les régimes communistes vont encourager et prolonger⁴. L'arrivée des « Russes » en vainqueurs (chapitre 2), d'abord vécue comme un soulagement, ouvre une période de vols et de pillages encore plus systématiques, parfois sous la forme institutionnalisée des « réparations ». Les viols massifs, particulièrement en Allemagne, les exactions et l'arbitraire des troupes d'occupation posent pour l'auteure « les bases psychologiques de l'imposition d'un nouveau régime » (p. 77). Les épurations ethniques jouent également un rôle central (chapitre 6). En traitant des expulsés allemands, des « échanges volontaires » de populations entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie et de l'épuration ethnique transfrontalière entre la Pologne et l'Ukraine, l'auteure ne fait cependant pas de contribution historiographique particulière, tant ces phénomènes, y compris leurs effets de légitimation pour les jeunes régimes communistes et de refoulement pour les sociétés, sont bien connus depuis une vingtaine d'années⁵.

³ Cela est souligné par les ouvrages de synthèse sur l'histoire du XX^e siècle : Mark Mazower, *Le continent des ténèbres: une histoire de l'Europe au XX^e siècle*, Bruxelles, Ed. Complexe, 2005, 442 p., ici p. 209-210 et Tony Judt, *Après-guerre: une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, A. Colin, 2007, 1023 p., ici p. 89.

⁴ Voir Jan Gross, « War as Revolution », dans Norman M. Naimark et Leonid Gibianskii (dir.), *The Establishment of Communist Regimes in Eastern Europe, 1944-1949*, Boulder, Col., Westview Press, 1997, p. 1740.

⁵ Pour une synthèse, voir Mark Mazower, *Le continent des ténèbres*, op. cit., chapitre 6, intitulé « Une

Réaffirmant sa thèse, Anne Applebaum rappelle que « dès le tout début, l'Union soviétique et les partis communistes est-européens usèrent de violence pour atteindre leurs buts » (p. 141). Présentes dans les modalités de « libération » des trois pays, les violences (chapitre 5) se manifestent par la réouverture des camps de concentration en Allemagne, l'usage de « frappe préventive » contre un groupe ou un individu pour intimider le reste de la population ou, en Pologne, la lutte contre la résistance armée antiallemande, abandonnée par les Alliés. L'usage récurrent de la violence conduit à modifier peu à peu les conditions de la vie politique en Europe centrale entre 1945 et 1947 (chapitre 9), avec la persécution systématique des opposants et des élections tenues eu égard aux engagements de Yalta mais systématiquement émaillées de violences et d'irrégularités.

Dans une deuxième partie, intitulée « haut stalinisme », Anne Applebaum développe l'autre thèse de son livre : le tournant de 1947-1948 n'aurait pas résulté seulement de la situation internationale, mais aussi des résistances imprévues rencontrées par l'Union soviétique et les régimes communistes dans leur projet de domination totale en Europe centrale.

Dans le rôle des « ennemis réactionnaires » résistant au projet totalitaire, l'auteure voit avant tout les Églises et en particulier l'Église catholique (chapitre 11), incarnée par les deux personnalités et les deux stratégies opposées des cardinaux Wyszyński en Pologne et Mindszenty en Hongrie, l'un choisissant le compromis, l'autre la confrontation. Pour lutter contre les « ennemis de l'intérieur » (chapitre 12), les régimes communistes transposent sur leur sol une série de moyens répressifs nouveaux à partir de 1948 : camps de travail forcés, procès politiques, mobilisation obligatoire. Parallèlement au versant purement répressif, Anne Applebaum s'attache en outre à décrire les politiques volontaristes, si caractéristiques de la période stalinienne. L'éducation du futur *homo sovieticus* passe par l'expansion du système scolaire à partir de trois ans, mais aussi par son épuration – inégale toutefois selon les pays – et sa mise au pas autour de la pédagogie de Makarenko (chapitre 13). Le « réalisme socialiste » (chapitre 14), abordé avec finesse, ne semble pas avoir été énoncé de manière claire depuis Moscou : les jugements furent changeants et les artistes se sont souvent approprié la nouvelle doctrine par eux-mêmes et sans contrainte explicite. Ce processus présuppose l'existence de marges de manœuvre, qui questionnent l'idée d'un pouvoir totalitaire s'exerçant de manière absolument verticale – une thèse pourtant centrale de l'ouvrage. Le même sens de la nuance se retrouve à propos des « villes idéales » de Sztálinváros en Hongrie, Nowa Huta en Pologne et Stalinstadt en RDA (chapitre 15), même si l'historiographie a déjà largement étudié ces villes, conçues comme des modèles de civilisation des mœurs mais victimes d'une croissance galopante et désordonnée, qui n'a en outre pas empêché la création de nouvelles ségrégations sociales⁶.

Parmi les motivations de ceux qui collaborèrent avec le régime (chapitre 16), Anne Applebaum mentionne la peur, les avantages matériels ou la légitimité accordée au régime pour son rôle dans la reconstruction. Elle remarque toutefois qu'une immense

paix brutale (1943-1949) ».

⁶ Pour le cas de la Hongrie, voir Sándor Horváth, *Stalinism Reloaded: Everyday Life in Stalin-City, Hungary*, Bloomington, Indiana University Press, 2017, 298 p. (synthèse en anglais de ses travaux antérieurs en hongrois).

majorité d'entre eux furent des « collaborateurs réticents » qui ne « conclurent pas de pacte avec le diable », mais furent « pressés par les circonstances » (p. 491) : c'est ici qu'une approche sociologique, et pas uniquement psychanalytique (p. 493-503), aurait pu porter tous ses fruits. Parallèlement aux « collaborateurs réticents » – et parfois les mêmes –, les « opposants passifs » (chapitre 17) sont le produit d'un régime qui, voulant régenter les mœurs, la jeunesse, la mode et l'humour, a finalement politisé des comportements initialement neutres et fabriqué sa propre opposition. Considérer cependant les compromis auxquels consentent la plupart des régimes communistes après 1960 comme des batailles « livrées et perdues » (p. 522) semble réducteur, tant il est clair que ces compromis ont en réalité contribué à leur stabilité⁷. Il en va de même des « révolutions » (chapitre 18) dont l'auteure fait un récit assez conventionnel : sur le moment, les insurrections de 1953 en RDA et de Hongrie en 1956 sont bien des coups portés aux régimes, mais *a posteriori*, elles ont en fait contribué à stabiliser les relations entre régimes et populations en définissant les limites de l'action politique possible et en orientant les régimes vers des politiques sociales destinées à prévenir le mécontentement social. L'auteure, qui néglige les acquis de l'historiographie⁸, a tort de les réduire à une répétition générale de 1989.

Rideau de fer se veut un livre pionnier. Il apporte des éclairages intéressants sur la formation des cadres communistes en Union soviétique, dans l'oasis d'Oufa (chapitre 3), sur le rôle du NKVD dans la création des polices politiques (chapitre 4), sur le démantèlement de l'Armée intérieure polonaise (chapitre 5), sur l'essor, la richesse et la répression de multiples organisations de jeunesse (chapitre 7), ainsi que sur la prise en main de la radio (chapitre 8). Sur d'autres sujets, comme les épurations ethniques (chapitre 6), les évolutions politiques entre 1945 et 1948 (chapitre 9), la répression et les camps après 1948 (chapitres 11 et 12), l'éducation (chapitre 13) et l'urbanisme (chapitre 15) sous le « haut stalinisme », il ne fait toutefois que rendre compte de l'historiographie existante. Sur certains autres sujets, comme les insurrections de 1953 en RDA et de 1956 en Hongrie ou sur la notion d'« opposition » aux régimes communistes, il est même en-deçà. L'utilisation des sources est parfois stimulante, par exemple lorsque l'auteure confronte les documents d'époque avec le récit que l'ancien ministre de la police politique Czeslav Kiszczak lui fait de sa vie (p. 122-124). Le chapitre 8 consacré à la radio, entièrement fondé sur des archives de première main, est un bel exemple d'histoire culturelle du communisme. Mais dans d'autres chapitres, les archives et les mémoires sont surtout convoqués pour illustrer la thèse initiale (chapitres 5, 7, 10 et 18), comme s'ils ne constituaient pas le point de départ de la recherche mais plutôt son point d'arrivée. Certains chapitres, enfin, (chapitres 6, 9, 11 et 12) restent fondés quasi exclusivement sur des sources secondaires. L'ouvrage comporte en outre quelques erreurs factuelles, certaines bénignes⁹, d'autres plus gênantes : en 1945, Erich Honecker n'est pas « lui

⁷ Voir pour la RDA Dorothee Wierling, *Geboren im Jahr eins. Der Jahrgang 1949 in der DDR. Versuch einer Kollektivbiographie*, Berlin, Ch. Links, 2002, p. 215-242.

⁸ Pour la RDA, voir Ilko-Sascha Kowalczyk, Armin Mitter et Stefan Wolle (dir.), *Der Tage X – 17. Juni 1953. Die « innere Staatsgründung » der DDR als Ergebnis der Krise 1952-1954*, Berlin, Ch. Links, 1996 ; pour la Hongrie, voir József Ö. Kovács, « Arbeiterexistenz in Ungarn nach 1956. Einige Schnittpunkte der Mikro- und Makrogeschichte », dans Peter Hübner, Christoph Klessmann et Klaus Tenfelde (dir.), *Arbeiter im Staatssozialismus: ideologischer Anspruch und soziale Wirklichkeit*, Cologne, Böhlau, 2005, p. 319-345.

⁹ La reconstruction de Varsovie s'engage en 1949 et non en « 1939 » (p. 442). Les échanges de population entre Grèce et Turquie ne datent pas de 1921-1922, mais sont le résultat du traité de

aussi arrivé dans le premier avion de Moscou avec Walter Ulbricht » (p. 220), mais sort en réalité des prisons berlinoises où il a passé les dix années précédentes et n'est donc pas un « moscovite » comme les autres ; de même, si des procès politiques étaient bien en préparation en RDA en 1951, ils ne débouchèrent jamais sur « plusieurs communistes allemands finalement fusillés » (p. 370)¹⁰ ; enfin, il est probablement inexact qu'une réunion du Kominform se soit tenue à Karlsbad en 1949 en présence de Staline (p. 350).

L'usage de la comparaison fait partie des points forts mis en avant dès l'introduction (p. 33 et 37). Anne Applebaum compare les situations allemandes, hongroises et polonaises, en soulignant leurs points communs : les mêmes troupes d'occupation, les mêmes polices politiques et les mêmes partis ont produit les mêmes effets, au-delà des différences nationales qui sont considérées comme des variantes. De cette comparaison, à laquelle elle adjoint ponctuellement d'autres pays, Anne Applebaum tire des conclusions valables pour toute l'Europe centrale. On peut toutefois s'interroger sur le présupposé jamais explicité de cette comparaison entre trois pays, certes très différents au sortir de la guerre, mais dont les régimes et les populations avaient en commun d'être massivement hostiles à l'URSS et au communisme jusqu'en 1945. Pourquoi pas, à l'inverse, une comparaison entre la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Bulgarie, trois pays dans lesquels les communistes étaient puissants, voire populaires, dès 1945 ? Pourrait-on généraliser leur situation à l'ensemble de l'Europe de l'Est ?

Rideau de fer donne parfois le sentiment d'un voyage dans les années 1990, à l'époque où la lecture totalitariste connaissait un succès inattendu. En 1997 déjà, Jan Gross – cité en référence par l'auteure – expliquait la victoire *politique* des communistes entre 1945 et 1948 par leur conception inhabituelle du pouvoir : il n'est pas quelque chose qui se conquiert, éventuellement en formant des alliances, mais quelque chose dont on doit priver les autres pour vaincre¹¹. Cette conception d'un monopole du pouvoir qui se constitue par la négative est une idée qu'Anne Applebaum semble avoir suivie à l'exclusion de toute autre. Il s'agit cependant d'une lecture extraordinairement sélective de l'article de Jan Gross, dans lequel celui-ci soulignait surtout l'importance des évolutions sociales commencées pendant la Seconde Guerre mondiale pour comprendre l'établissement des régimes communistes après 1945. En introduction du même ouvrage de 1997, on peut d'ailleurs lire : « Il ne suffit pas de démontrer que les Soviétiques ont effectivement pris le contrôle de cette aire géographique ; il faut aussi se demander pourquoi des éléments importants de ces sociétés ont été sensibles aux solutions communistes et comment les partis communistes ont pu passer du statut d'organisations clandestines de cadres à celui de parti de masse avec une telle rapidité¹². » Il ne s'agit de nier ni les intentions ni les moyens utilisés par les Soviétiques et leurs alliés, mais d'envisager la prise de pouvoir communiste comme un phénomène social : c'est ce que l'ouvrage d'Anne Applebaum peine à faire, en passant notamment à côté de la question de

Lausanne de 1923 (p. 184).

¹⁰ Pour les détails concernant les procès politiques en RDA, voir Hermann Weber et Ulrich Mählert (dir.), *Terror. Stalinistische Parteisäuberungen 1936-1953*, Paderborn, Schöningh, 1998, 618 p., p. 459-487.

¹¹ Voir Jan Gross, « War as revolution », *op. cit.*, p. 32-34.

¹² Norman M. Naimark et Leonid Gibianskii (dir.), *The Establishment of Communist Regimes in Eastern Europe*, *op. cit.*, p. 8-9.

l'industrialisation¹³ ou de la politisation de masse en Europe de l'Est après 1945¹⁴. Elle ne mentionne pas les évolutions et encore moins les convergences historiographiques qui sont apparues depuis vingt ans¹⁵. Elle réduit l'historiographie révisionniste à ses tentatives pour montrer les limites des pouvoirs totalitaires (p. 21), sans voir que l'histoire sociale a depuis entrepris de comprendre régimes et sociétés dans leur interpénétration et leurs relations mutuelles¹⁶.

La grille de lecture totalitariste comporte en outre un risque de simplification. De par l'expérience de la guerre et leur culture politique spécifique, il est ainsi établi que les officiers de l'Armée rouge ou les responsables communistes nationaux ont pratiqué dès 1945 une politique hostile au pluralisme et à la démocratie. Pourtant, au plus tard jusqu'en 1948, cette politique ne reflète pas forcément une stratégie soviétique générale : il s'agit plutôt d'un produit du contexte local, indépendamment des interprétations changeantes que Moscou essaie de se faire et de donner de la situation. En dépit de ce constat qu'elle reconnaît volontiers, évoquant même une logique d'« emballement local » (p. 143), Anne Applebaum affirme pourtant avec constance que Staline avait un plan tout armé dès 1945, voire dès 1941, avec l'invasion de la Pologne (p. 84-88). Ce parti pris n'est pas vraiment étayé : tout en citant l'historiographie récente (p. 331), l'auteure ne tient pas compte des débats en cours sur la pluralité des stratégies soviétiques entre 1941 et 1948. Cela la conduit à sous-évaluer les facteurs internationaux et à privilégier les facteurs internes : ce ne serait pas seulement le plan Marshall, le blocus de Berlin ou la rupture avec Tito qui auraient provoqué un tournant dans les régimes centre-européens, mais aussi les résistances internes au projet communiste totalitaire déjà sur les rails depuis 1945. Le lecteur comprend pourtant mal pourquoi les Soviétiques n'auraient pas perdu patience plus tôt ou plus tard, si ce n'est précisément parce que les années 1947-1948 marquent un tournant dans leurs relations avec leurs anciens alliés. Il comprend mal également que l'auteure cite – encore une fois – comme référence un ouvrage qui souligne précisément l'absence de plan soviétique préconçu dès 1945, utilise la comparaison pour mieux distinguer les trajectoires nationales et insiste pour distinguer les échelons locaux et centraux¹⁷ : ces orientations sont justement celles qui restent sous-exploitées dans *Rideau de fer*.

Autre effet de la grille de lecture totalitariste, le récit qui est fait de la mise en place des régimes communistes les fige dans un tableau insensible aux évolutions

¹³ Pour la Hongrie, voir par exemple Mark Pittaway, *The Workers' State: Industrial Labor and the Making of Socialist Hungary, 1944-1958*, Pittsburgh, Pa, University of Pittsburgh Press, 2012, 386 p. Plus généralement sur les pays communistes : Peter Hübner, Christoph Klessmann et Klaus Tenfelde (dir.), *Arbeiter im Staatssozialismus: ideologischer Anspruch und soziale Wirklichkeit*, Cologne, Böhlau, 2005.

¹⁴ Pour la RDA et la Tchécoslovaquie, je me permets de renvoyer à Michel Christian, *Camarades ou apparatchiks ? Les communistes en RDA et en Tchécoslovaquie (1945-1989)*, Paris, PUF, 2016, 398 p.

¹⁵ Pour un retour sur les débats et les convergences des vingt dernières années, voir (en français) Thomas Lindenberger, « Des dossiers de police à l'histoire sociale de l'Allemagne », dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés communistes*, Paris, La Découverte/BDIC, 2009, p. 277-288.

¹⁶ Thomas Lindenberger (dir.), *Herrschaft und Eigen-Sinn in der Diktatur: Studien zur Gesellschaftsgeschichte der DDR*, Cologne, Böhlau, 1999, 370 p ; en français, voir Sandrine Kott, « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste. Introduction thématique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n 2, p. 524.

¹⁷ Vladimir Tismaneanu (dir.), *Stalinism Revisited. The Establishment of Communist Regimes in East-Central Europe*, Budapest, Central European University Press, 2009, 444 p.

historiques. Ce fixisme est assumé par l'auteure, qui affirme en guise de résumé qu'après 1956, ces régimes « devaient continuer à échouer, et continuer à changer de tactique, jusqu'à abandonner le pouvoir en 1989 » (p. 33). Ramenés aux douze années censées incarner à la fois leur essor et leur chute, les régimes communistes se retrouvent déconnectés des évolutions sociales longues de l'Europe centrale : une période si courte ne permet de parler ni d'urbanisation, ni d'industrialisation, ni de renouvellement générationnel ni d'évolution des mœurs. L'auteure ignore tout autant la notion de « post-stalinisme » sur laquelle les régimes communistes ont tenté de se redéfinir après 1956 et qui a donné lieu à de nombreuses recherches ces dernières années¹⁸. Elle sous-estime (p. 570-571) l'affirmation du fait national et la diversité des trajectoires au sein du bloc de l'Est après 1956 et ignore le type de mondialisation qui a touché les pays d'Europe de l'Est par le biais de leur appartenance à un « camp du socialisme » mondial¹⁹.

Le retour au « totalitarisme », même sous la forme « réelle » promue par l'auteure, apporte en réalité plus de confusions que de connaissances : on le sait, le terme a servi et sert encore avant tout à penser – et parfois à légitimer – les régimes démocratiques par leur contraire ; ranger un régime dans la catégorie « totalitaire » ne suffit pas pour rendre compte de la société que ce régime est censé dominer, de même que, lorsque nous affirmons que nos régimes sont démocratiques, cela ne suffit pas non plus totalement pour comprendre comment vivent nos sociétés. L'ouvrage d'Anne Applebaum n'est ni un événement, ni un monument : il repose sur un vaste et impressionnant travail de lecture et de collecte, mis au service d'une entreprise comparative encore suffisamment rare pour être saluée ; mais il s'inscrit dans une tradition de pensée totalitariste qui, en les envisageant uniquement sous l'angle de l'aspiration au contrôle total, a toujours peiné à rendre compte des sociétés et de leur histoire.

¹⁸ Ces recherches ont abouti récemment à un ouvrage de synthèse : Pavel Kolař, *Der Poststalinismus. Ideologie und Utopie einer Epoche*, Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2016.

¹⁹ David C. Engerman, « The Second World's Third World », *Kritika*, 2011, vol. 12, n° 1, p. 183-211.